



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté
N° 220 - 15 mars 2012

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Abolition du système prostitutionnel - 13 avril - Paris - Page 1
 - 2 - Nigéria : Exclusion des lesbiennes de l'équipe nationale de football - Page 2
 - 3 - Un député tunisien qualifie l'excision d'opération « esthétique » - AFP - Page 2
 - 4 - Aidants sexuels : Avis n° 118 du Comité Consultatif National d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé - CCNE... - Page 3
 - 5 - Quelles mesures pour les femmes contre l'austérité ? Ce que ferait un gouvernement de gauche - Christiane Marty - Page 4
 - 6 - Un féminisme islamique ? - Chahla Chafiq - Page 5
 - 7 - Le sexisme, une discipline sportive officielle ? - Les Dégommeuses - Page 6
 - 8 - Prostitution: l'abolition est la seule solution ou l'impasse du règlementarisme - Sandrine Goldschmidt - Page 8
 - 9 - A condition de marier les Femen aux féministes radicales - Christine Le Doare + le débat sur Facebook - Page 9
 - 10 - 8 mars 2013-8 mars 2014 : un an pour la parité ! - « Elles aussi » - Page 12
 - 11 - « Solidarité avec les luttes des femmes tunisiennes » - Paris - 16 mars - Page 13
 - 12 - Séminaire « Le pouvoir a-t-il un sexe ? » - IFE - Paris 21 mars - Page 13
 - Loi cadre contre les violences 2013 : quelles nouveautés ? - CNDF - Paris 23 mars - Page 13
 - 14 - Cinema : Festival international des films de femmes de Créteil - 22 au 31 mars Page 14
 - 15 - Livre « Féminisme : la révolution inachevée ! » - Fatima-Ezzahra Benomar - page 14
 - 16 - Livre « Dis Papa, c'était quoi le patriarcat ? » - Anne Larue - Editions iXe - Page 14
 - 17 - Rencontre autour du livre d'Anaïs Bohuon, « Le test de féminité dans les compétitions sportives, une histoire classée X ? » - Editions iXe - Page 15
 - 18 - Rencontre autour du livre d'Andrée Michel, « Féminisme et antimilitarisme » - Editions iXe - Page 15
 - 19 - *Contes à Rebours*, pièce de et par Typhaine Duch - 23 mars - Paris - Page 15
-

MOBILISATIONS

- 1 - Abolition du système prostitutionnel - 13 avril - Paris

Samedi 13 avril

Abolition citoyenne du système prostitueur
Ensemble, construisons une société sans prostitution

La Machine du Moulin Rouge

90 Boulevard de Clichy - Métro Blanche

De 13h30 à 18h

"Le collectif Abolition 2012 - 53 associations féministes - organise le 13 avril, de 13h30 à 18h, un événement à la Machine du Moulin Rouge à Paris pour construire ensemble une société sans prostitution et obtenir l'adoption d'une loi d'abolition du système prostitueur. De nombreuses personnalités de la société civile viendront exprimer pourquoi, comme nous, elles pensent que l'abolition, c'est la seule solution, pour mettre fin à cette violence qu'est la prostitution !"

- *Inscription obligatoire* : <http://www.emailmeform.com/builder/form/ff6Hg04w82bU8y72Q>

- *Rejoignez l'événement sur* : abolition13avril.wordpress.com

- *Twitter* : @abolition2012

- *Facebook* : <http://www.facebook.com/abolition2012?ref=hl>

INTERNATIONAL

2 - Nigéria : Exclusion des lesbiennes de l'équipe nationale de football

Monsieur l'Ambassadeur, La présidente de la Ligue féminine de football du Nigéria, Dilichukwu Onyedinda, vient de décider d'exclure les joueuses de football lesbiennes de l'équipe nationale et des clubs du pays. Une telle discrimination est injustifiable et immorale. Elle contrevient aux principes les plus fondamentaux de respect des droits humains.

Cette décision, motivée par le seul argument que les joueuses lesbiennes ne sont pas dignes de représenter le pays, fait écho aux propos déjà intolérables tenus par l'ancienne sélectionneuse des Super Falcons, Eucharika Uche, qui s'est toujours vantée de ne pas avoir de joueuses lesbiennes au sein de son équipe. Elle intervient, par ailleurs, dans un contexte où l'ensemble de la communauté LGBT du Nigéria subit des violences et des discriminations quotidiennes, alors même que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté en juin 2011 une résolution historique promouvant l'égalité des individus sans distinction de leur orientation sexuelle.

Notre combat pour la dignité des joueuses nigérianes et de toutes les lesbiennes du pays ne se limitera pas à ce courrier. Nous allons très officiellement demander à la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) de suspendre la participation du Nigéria de toutes les manifestations sportives internationales. Nous terminerons ce courrier en citant Nelson Mandela : « Un être humain qui prive un autre être humain de sa liberté est prisonnier de la haine, des préjugés et de l'étroitesse d'esprit ».

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, nos hommages respectueux.

Audrey Keysers, Membre du Conseil National du Parti Socialiste, Co-auteure de « Football féminin. La femme est l'avenir du football » aux éditions du Bord de l'Eau ; Maguy Nestoret Ontanon, Championne de France du 200m en 1994 et demi-finaliste aux Championnats du Monde, Co-auteure de « Football féminin. La femme est l'avenir du football » aux éditions du Bord de l'Eau ; Lilian Thuram, Président de la Fondation Education contre le racisme, Champion du Monde en 1998, Champion d'Europe en 2000 ; Candice Prévost, Ancienne internationale de football, Consultante sur Eurosport ; Marinette Pichon, Ancienne internationale de football ; Michèle Sabban, Vice Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ; Olga Trostiansky, Présidente de la CLEF (Coordination française pour le lobby européen des femmes) ; Nelly Martin, Marche Mondiale des Femmes ; Jean Vuillermoz, Adjoint au maire chargé des sports à la Ville de Paris chargé du sport ; Morgane Garnier, Adjointe au maire de Saint-Ouen ; Fabienne Broucaret, Journaliste, auteur de "Sport féminin : Le sport, dernier bastion du sexisme ?" (Michalon) et fondatrice du blog Sportissima, Océanosemarie, Comédienne ; Nicole Fernandez-Ferrer, Centre audiovisuel Simone de Beauvoir ; Oristelle Bonis, Editions iXe ; Lionel Gauthier, Directeur de la Fondation Lilian Thuram ; Les Dégommeuses ; Lesbiennes of color ; Comité d'organisation Gay Games Paris 2018 ; Fédération Sportive Gaie et Lesbienne ; Paris Foot Gay ; Coordination Lesbienne en France ; Bagdam ; Collectif Sous les shorts des filles...

3 - Un député tunisien qualifie l'excision d'opération « esthétique » - AFP

Des députés de l'opposition laïque tunisienne ont vivement critiqué lundi des propos prêtés à l'un de leurs collègues du parti islamiste Ennahda, qui a qualifié l'excision des filles en Afrique d'opération de chirurgie "esthétique". "Il est inacceptable qu'un député valorise un crime contre la femme",

s'est emportée à la tribune de l'Assemblée nationale constituante (ANC) l'élue Nadia Chaabane à l'adresse du député Habib Ellouze qui appartient à la frange des durs du mouvement Ennahda. Dans un entretien au journal le Maghreb publié dimanche, M. Ellouze est cité comme tenant des propos très controversés sur l'excision. "Dans les régions (d'Afrique) où il fait chaud, les gens sont contraints d'exciser les filles à titre de thérapie car dans ces régions, les clitoris sont trop grands et gênent l'époux", a-t-il dit, selon le quotidien. "On excise ce qu'il y a en plus, mais ce n'est pas vrai que l'excision supprime le plaisir chez les femmes, c'est l'occident qui a exagéré le sujet. L'excision est une opération esthétique pour la femme", a ajouté l'écu. M. Ellouze a accusé en retour lundi le journal Le Maghreb d'avoir déformé ses déclarations. La journaliste "m'a imputé des propos que je n'ai pas dits", a assuré le député. "Elle a insisté pour que je réponde à la question et je lui ai dit que c'est une tradition dans d'autres pays" que la Tunisie, a déclaré M. Ellouze à la tribune de l'ANC. Ennahda, qui dirige le gouvernement tunisien, est régulièrement accusé d'orchestrer une islamisation rampante de la société et d'avoir pour objectif de limiter les droits des femmes, ce que le mouvement dément. Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), les mutilations génitales féminines concernent entre 100 et 140 millions de filles et de femmes à travers le monde, principalement en Afrique

TEXTES

4 - Aidants sexuels : Avis n° 118 du Comité Consultatif National d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé - CCNE...

Extraits : ... Le CCNE considère que la vigilance s'impose lorsque le corps d'un professionnel est mis en jeu pour des contacts intimes. Comment pour le professionnel mettre en jeu son intimité physique ou sexuelle sans que le choix de sa volonté ne soit accompagné de celui de son désir ? Comment faire de cette activité un geste comme un autre, sans plus d'incidence qu'un massage thérapeutique par exemple ?

Le rapport de la commission parlementaire traitant de la prostitution¹⁴ inclut la question de l'aide sexuelle aux personnes handicapées. Les associations de personnes handicapées qui revendiquent cette aide contestent cette assimilation à la prostitution. Il est pourtant difficile de la qualifier autrement, sauf à en faire une activité non rémunérée...

loin d'être facile. Il est apparu que l'aidant pouvait se trouver malmené même involontairement et la relation sexuelle devenir différente de ce qui avait été prévu contractuellement. Ont été évoqués également les situations d'abus de la part des aidants comme les chantages dont ils peuvent être eux-mêmes victimes. Le refus de l'angélisme à cet égard doit être général et concerner toutes les personnes impliquées.

On ne peut évacuer la difficile question de l'instrumentalisation, même consentie, rémunérée ou compassionnelle du corps d'une personne pour la satisfaction personnelle d'une autre. Il ne peut être considéré comme éthique qu'une société instaure volontairement des situations de sujétion même pour compenser des souffrances réelles. Le CCNE considère qu'il n'est pas possible de faire de l'aide sexuelle une situation professionnelle comme les autres en raison du principe de non utilisation marchande du corps humain.

Si la sexualité peut être source de plaisir, elle peut être aussi le champ de toutes les violences y compris lorsqu'elle ne peut se vivre. Force est de constater qu'il n'y a pas une norme qui serait celle de l'harmonie et de l'équilibre, mais une réalité plurielle dont nous devons prendre conscience, plus ou moins brutalement, plus ou moins crûment. La complexité de ce qui y est mis en jeu nous oblige à entendre les questions dérangeantes sur la dignité, la vulnérabilité, et les limites de ce qui est éthiquement acceptable.

En conséquence en matière de sexualité des personnes handicapées, le CCNE ne peut discerner

quelque devoir et obligation de la part de la collectivité ou des individus en dehors de la facilitation des rencontres et de la vie sociale, facilitation bien détaillée dans la Loi qui s'applique à tous. Il semble difficile d'admettre que l'aide sexuelle relève d'un droit-crédance assuré comme une obligation de la part de la société et qu'elle dépende d'autres initiatives qu'individuelles.

Voir tout le texte sur : http://www.ccne-ethique.fr/upload/avis_118.pdf

5 - Quelles mesures pour les femmes contre l'austérité ? Ce que ferait un gouvernement de gauche - Christiane Marty - L'Humanité - 8 mars

L'égalité entre les femmes et les hommes est en panne alors que les inégalités sont à un niveau inacceptable. La crise et les politiques d'austérité ne font qu'aggraver les choses, dans ce domaine comme dans les autres. Elles augmentent de manière préoccupante la précarité de l'emploi, en particulier des femmes. La pauvreté laborieuse se développe, résultant du bas niveau du SMIC, de la faiblesse des salaires notamment dans les secteurs « féminins » et du temps partiel. Aujourd'hui, 75 % des salariés à bas salaires sont des femmes (les mères seules avec enfants y sont surreprésentées). Près d'un quart des femmes salariées (et 8 % des hommes) touchent ainsi un bas salaire. Il y a urgence à augmenter le SMIC : toute personne salariée doit pouvoir vivre de son travail. Les femmes étant deux fois plus souvent au SMIC que les hommes, la hausse du SMIC est une mesure féministe, qui réduit aussitôt les inégalités de salaires entre les sexes. La question du SMIC est un marqueur idéologique d'une politique de gauche. Pourtant le gouvernement a renoncé au coup de pouce promis par le candidat Hollande... et il s'est même depuis rallié aux thèses libérales sur le coût trop élevé du travail !

Le temps partiel, féminin à 80 %, est une des causes importantes des inégalités professionnelles et de la précarité croissante de nombreuses femmes. Plus de 30 % des emplois à temps partiel sont imposés par les employeurs, pour qui il est très bénéfique. Il leur permet en effet de gagner en productivité en ajustant la présence des effectifs aux périodes de pointe sans les payer le reste du temps (par exemple, les caissières). Par contre, il a des conséquences très négatives pour les salarié-es en termes de salaires, de promotion, de formation et de retraite. Même la Commission européenne, qui l'a longtemps présenté comme répondant aux besoins des femmes, reconnaît aujourd'hui qu'un « emploi à temps complet est le meilleur rempart contre la pauvreté » ! Il est donc indispensable de limiter le recours au temps partiel. Il faut d'abord interdire aux employeurs d'embaucher à temps partiel (ce qui n'interdit nullement de l'accorder à un salarié qui en fait la demande). Tout-e salarié-e à temps partiel doit pouvoir passer à temps plein à sa demande. À l'inverse des allègements de cotisation sociale qui ont favorisé le développement du temps partiel dans les années 1990, il faut instaurer une surcotisation sociale patronale sur ces emplois, équivalente à celle sur un temps plein, de manière à éliminer la pénalisation ultérieure sur la retraite (la pension de droit direct des femmes ne représente que 48 % de celle des hommes). Cette mesure se justifie du fait des gains de productivité que l'employeur retire du temps partiel.

Dans 40 % des cas, le temps partiel est pris pour s'occuper des enfants ou d'un proche. Les normes sociales dominantes font que ce sont les femmes qui renoncent à une activité professionnelle, ou se contentent d'un emploi à temps partiel, par manque de modes d'accueil pour les jeunes enfants et de services aux personnes dépendantes, ou du fait de leur coût trop élevé. Les besoins dans ces domaines sont très importants et les libéraux ont bien identifié les opportunités de profits. À l'opposé de la marchandisation en cours qui génère de fortes inégalités, la réponse doit être la création d'un service public de la petite enfance et de la dépendance. Il faut affirmer un principe politique : il n'est plus acceptable que la collectivité se défasse sur les femmes, sur leur travail invisible et gratuit dans la famille, et à leurs dépens, de ce qui relève de la solidarité nationale. La création de ces services participe en outre des solutions de sortie de crise. Elle contribue à initier un cercle vertueux autour d'une relance d'activités visant la satisfaction des besoins sociaux qui, en

supprimant les obstacles à l'emploi des femmes, favorise l'égalité entre les sexes et permet la création de nombreux emplois.

Ce ne sont que quelques exemples de ce qu'un gouvernement de gauche ferait. Cela suppose de rompre avec les politiques d'austérité, de s'engager dans un programme d'investissements pour répondre en priorité aux besoins sociaux, environnementaux et à l'égalité entre les sexes. Ce qui suppose une tout autre politique, sur les plans économique, fiscal et social.

6 - Un féminisme islamique ? - Chahla Chafiq - Le Monde

Après le 8 mars, le féminisme islamique fait encore parler de lui et couler de l'encre. Des colloques sont organisés pour le promouvoir ; des tribunes sont écrites pour le faire découvrir. Une réflexion critique doit cependant être menée, tant ce sujet semble facilement conquérir les esprits, cherchant à sortir des images stéréotypées de l'islam et des musulman-es. Des questions souvent posées à ce propos traduisent cet espoir. Le féminisme islamique présente-t-il une voie authentique de la lutte des femmes musulmanes pour l'accès aux droits ? Elève-t-il un double étendard contre les visions racistes qui propagent la haine de l'islam et celles qui répandent des interprétations misogynes et rétrogrades ? Ou bien au contraire va-t-il dans le sens de l'idéologisation de l'islam et rentre par ce biais dans la même voie que l'islamisme ? Ne propage-t-il pas les mêmes leurres que l'islamisme ?

Les théorisations sur le féminisme islamique apparaissent dans le champ académique des recherches sur le genre, au milieu des années 1990, en Occident. L'expérience iranienne a fortement inspiré ces théorisations. Déjà, à la fin de l'année 1980, la révolution iranienne contre la dictature du chah avait introduit sur la scène internationale des notions inédites telles que révolution islamique ou république islamique qui avaient enchanté les intellectuels du monde entier par l'articulation innovante entre la tradition religieuse et la modernité. La figure des femmes islamistes révolutionnaires cristallisait les rêves de l'islamisme émancipateur.

Des femmes leaders islamistes : Ces femmes voilées n'étaient pas enfermées dans les foyers et soumises au silence. Au contraire, elles se présentaient comme des actrices de la construction de la société juste et saine promise par l'islamisme. Elles étaient des soldates du Hezbollah (Parti de Dieu), titre par lequel Khomeyni labélisait les activités des groupes et organisations islamistes qui contribuaient efficacement à la répression de l'opposition séculière et de la société civile et constituaient un des piliers de la consolidation du régime islamiste.

La figure de ces femmes inspira à Halleh Afshar, professeure en « studies of women, gender and sexuality » en Angleterre, le concept de féminisme fondamentaliste. Sans se soucier des issues politiques et socioculturelles de ce fameux fondamentalisme qui animait ces femmes, la chercheuse leur attribua le titre de féminisme parce qu'elles disaient haut et fort leurs désirs et quittaient les foyers pour devenir des actrices sociopolitiques. Des femmes leaders islamistes se voyaient ainsi appelées féministes alors même qu'elles portaient des critiques virulentes à l'encontre du féminisme en tant que modèle occidental qui, par la défense de l'autonomie des femmes, disloquerait les liens familiaux et sociaux et contribuerait à l'aliénation des êtres humains et à la détérioration de la société.

Plus tard, à la fin des années 1980, une partie considérable de ces femmes islamistes, confrontées aux conséquences néfastes des discriminations sacralisées par la charia (dont la polygamie, la répudiation, les droits inférieurs des femmes dans la garde des enfants et l'héritage, etc.) élevèrent la voix pour réclamer des réformes. Elles inspirèrent cette fois la fabrication du concept de féminisme islamique aux chercheurs universitaires, dont l'historienne Margot Badran et l'anthropologue Ziba Mirhosseini. Cette notion n'eut aucune difficulté à se propager dans le milieu des études sur le genre, alors que, sur le terrain, les revendications de réformes de la charia au sein du régime islamiste iranien se trouvaient déjà dans une impasse tout à fait visible.

Aussi, de nouvelles générations de féministes iraniennes lancèrent, en 2006, la campagne «changement pour l'égalité» visant à recueillir 1 million de signatures pour l'abrogation de toutes les lois discriminatoires envers les femmes en référence aux conventions internationales fondées sur les valeurs universelles (l'Iran reste parmi les signataires).

La leçon de l'expérience iranienne se cristallise clairement dans cette campagne féministe dont les membres ont subi, comme tous les défenseurs des droits humains en Iran, une répression implacable : les droits des femmes, comme les droits humains, s'enracinent dans les valeurs universelles. Leur ethnicisation, sous prétexte d'une identité nationale, ethnique et religieuse, ne peut que les restreindre au détriment de l'accès des femmes à l'autonomie.

Les revendications de réforme de la charia : Pourtant, le concept de féminisme islamique continue à animer les milieux de la recherche et engendre même des perspectives d'une mobilisation internationale en profitant du soutien des universités et de divers organismes qui s'enthousiasment dans le soutien de ce qu'ils pensent être une nouvelle voie de libération des musulmans. A cette fin, les intéressés regroupent toutes les luttes des femmes musulmanes et toutes les revendications de réforme de la charia (notamment en ce qui concerne l'homosexualité) sous l'étiquette de féminisme islamique. Cela alors qu'un simple regard sur l'histoire des luttes pour l'accès aux droits démocratiques dans les pays islamiques montre que des démarches de relecture des enseignements islamiques ont toujours existé, mais que les féministes ne se sont jamais cantonnées à ces démarches ni n'en ont élaboré une doctrine populiste afin de trouver une voie de libération qui serait adaptée aux souhaits du peuple musulman. Rappelons par exemple que les réformes d'Habib Bourguiba (1903-2000) en Tunisie en matière de droits des femmes étaient fondées sur une interprétation progressiste de l'islam.

Les féministes tunisiennes avaient salué ces réformes, tout en soulignant leurs limites (notamment en matière d'égalité dans l'héritage) qui se justifiaient en référence à l'identité islamique, alors que la loi constitutionnelle du pays affirmait l'égalité des citoyens.

Cette contradiction traverse, et souvent de manière plus importante que sous la Tunisie de Bourguiba, un nombre important de pays islamiques qui connaissent un processus de modernisation sans que l'Etat modernisateur assume la modernité politique et ses principes démocratiques. En instrumentalisant la religion comme le ciment de l'identité collective, l'autoritarisme refuse les valeurs démocratiques (en prétextant qu'elles viennent de l'Occident). Il soutient ainsi une modernité mutilée qui bloque les réformes et renforce de manière explosive les crises culturelles dues au passage de la tradition à la modernité.

Dans ce contexte aggravé par une corruption générée par la dictature et les injustices, l'islamisme se présente comme une alternative politique capable de mobiliser, et ce d'autant plus qu'il profite des moyens que la légitimité de l'institution religieuse lui offre. Il prône ainsi un retour à l'islam pour la construction d'une société idéale qui offrirait aux hommes et aux femmes une place digne dans une société juste et saine. Présenté comme une identité globale et globalisante, l'islam détermine alors à la fois le passé, le présent et l'avenir de la communauté fantasmée comme une *oumma* unifiée. L'autonomie individuelle est soumise aux diktats islamistes (qui se disent les garants de l'*oumma*) et les principes d'égalité et de liberté sont niés au nom du sacré.

La théorie du féminisme islamique, en faisant de l'islam la source et l'horizon de la praxis féministe, projette, au-delà de la volonté de ses concepteurs et de ses défenseurs, un islam essentialisé qui croise parfaitement les objectifs de l'islamisme et va à l'encontre de l'autonomie créatrice projetée par le féminisme. En créant une étiquette identitaire, il renvoie les féministes qui agissent depuis des décennies dans des pays islamiques dans la case des non-authentiques.

Là où l'avenir des droits démocratiques dépend du rapport de forces entre les islamistes et les défenseurs de la démocratie séculière, ces aspects agissent en défaveur des causes féministes.

Et, dans le contexte français où la séparation entre l'Eglise et l'Etat présente une garantie

majeure des droits démocratiques, il est grand temps de réfléchir sérieusement à une articulation entre la laïcité, le féminisme et les droits des homosexuels. Les débats sur le mariage pour tous nous le rappellent vivement.

Etudiante et militante de gauche lors de la révolution iranienne de 1979, Chahla Chafiq s'exile en France après trois ans de pouvoir islamiste. Elle est écrivain et sociologue. Elle a notamment publié : "Islam politique, sexe et genre. A la lumière de l'expérience iranienne" (PUF, 2011), "Chemins et brouillard" (Métropolis, 2005), "Le Nouvel Homme islamiste-Les prisons politiques en Iran" (Ed. Le Félin, 2002), "Femmes sous le voile face à la loi islamique" (Ed. Le Félin, 1995)

7 - Le sexisme, une discipline sportive officielle ? - Les Dégommeuses

En ce 8 mars 2013, la Journée internationale des droits des femmes vient conclure une semaine tristement marquée par un déferlement de sexisme et de lesbophobie envers les femmes sportives. La médaille d'or revient à l'élégantissime Pierre Ménès qui, dans l'Equipe du mercredi 6 mars 2013, affirme : « le foot, c'est quand même un sport de mecs... et pour voir une gonzesse dunker au basket, il faut se lever tôt ». Et de poursuivre sur le physique des joueuses qui, heureusement, deviendraient plus féminines et moins « grosses dondons trop moches pour aller en boîte le samedi soir ». Pourtant, force est de constater que ces dernières années ce sont plutôt les résultats et l'attitude de l'équipe féminine nationale de football qui ont réconcilié les Françaises et les Français avec ce sport. Devons-nous également rappeler à Pierre Ménès que les prouesses de Céline Dumerc, élue sportive française de l'année 2012 par les auditeurs de Radio France, ont permis à l'équipe de France féminine de basket de remporter la médaille d'argent aux Jeux Olympiques de Londres de l'été dernier ?

Les propos sexistes de Pierre Ménès ne sont hélas pas isolés. Ils s'inscrivent dans une longue série d'actes et de propos stigmatisants s'évertuant à réassigner les sportives aux normes de la féminité, faisant passer au second plan leurs performances. Et, c'est tout un système -sportifs, entraîneurs, journalistes, fédérations, instances officielles où les femmes peinent à entrer etc.- qui reproduit ces stéréotypes de genre. Comment ne pas rapprocher ici la verve nauséabonde de Pierre Ménès de celle de David Douillet ou Marc Lièvremont ? Ou encore des propositions de certaines fédérations sportives comme la Ligue féminine de handball estimant qu'il serait bon d'imposer aux joueuses le port de la jupe plutôt que du short ? Et comment passer sous silence la déclaration hallucinante de la présidente de la Ligue nigériane de football appelant à une chasse aux joueuses lesbiennes au sein des clubs et de l'équipe nationale ?

Face à ces agressions répétées, l'association Les Dégommeuses - qui promeut la présence des femmes dans le sport et le vecteur sportif comme levier de lutte contre les discriminations - dit : « Assez ! » Les propos de Pierre Ménès, comme ceux proférés par tant d'autres, sont une injure aux femmes et plus largement à toutes celles et ceux, associations, journalistes sportifs et sportives, pratiquants et pratiquantes, éducateurs et éducatrices sportives qui luttent contre les stéréotypes sur les terrains de sport.

Dans ce contexte, Les Dégommeuses demandent d'abord à la Fédération Française de Football et à la Fédération Française de Basketball de prendre position en condamnant fermement les déclarations de Pierre Ménès. Et surtout, nous exigeons des plus hautes instances sportives (Comité olympique notamment) et de l'ensemble des fédérations sportives françaises qu'elles abandonnent leurs politiques rétrogrades de « féminisation » du sport pour se lancer au contraire dans des actions de promotion réelle de l'égalité entre femmes et hommes et de sensibilisation au sexisme et à la lesbophobie. Enfin, nous souhaitons que soit mis en place un véritable plan de lutte contre les discriminations sexistes et lesbophobes dans le sport. Nous en appelons sur ce point à la détermination et à la vigilance de Najat Vallaud Belkacem, Ministre des droits des femmes et Valérie Fourneyron, Ministre déléguée au sport et à la jeunesse.

8 - Prostitution: l'abolition est la seule solution ou l'impasse du règlementarisme - Sandrine Goldschmidt

Parlons du vrai bilan des pays qui ont fait de la dépénalisation du proxénétisme une politique et comparons-le à celui de la Suède, qui a décidé de pénaliser le client.

Le 8 mars est cette année pour les Nations unies consacré à l'élimination des violences envers les femmes. A New York se tient en ce moment même la 57^{ème} Commission de la condition des femmes. Y participent notamment le Lobby européen des femmes (LEF) qui pourra y aborder les avancées de l'Europe en matière de lutte contre la prostitution et défendre la position abolitionniste, forte du soutien de 200 associations ayant signé le 4 décembre dernier l'appel de Bruxelles pour une Europe sans prostitution.

Où en est-on en France après le débat qui avait suivi les propos de la ministre des Droits des Femmes Najat Belkacem-Vallaud annonçant qu'elle voulait la disparition de la prostitution ? Les parlementaires travaillent le sujet, alors que certains voudraient se contenter de l'abrogation du délit de racolage - par ailleurs indispensable puisqu'il s'agit de mettre fin à la répression envers les personnes prostituées. Quant aux défenseurs des intérêts des clients-prostitueurs et/ou des proxénètes, ils tentent de nous faire croire que la réglementation de la prostitution peut être une solution, évoquant ici ou là tel ou tel exemple qui serait un succès.

Les pays ayant dépénalisé sont dépassés : Il est donc important de parler du vrai bilan des pays qui ont fait de la dépénalisation du proxénétisme une politique : aujourd'hui, les pays qui ont mis en place ces réglementations sont totalement dépassés, la police ne peut rien contre les proxénètes et les réseaux, et les personnes prostituées n'ont plus aucun recours, dès lors que leur activité est déclarée. En parallèle, il y a toujours une demande très forte pour une prostitution illégale, et la prostitution clandestine n'a pas du tout diminué, bien au contraire.

En Allemagne, le nombre de personnes prostituées est de plusieurs centaines de milliers, les jeunes femmes se voient proposer par les «pôles emploi» locaux des emplois d'escort, et la situation est devenue incontrôlable. Voici ce que dit un policier principal, directeur du service d'enquête sur la prostitution depuis 14 ans à Stuttgart (1) : « La loi est à l'origine d'une érosion du droit pénal. Nous n'avons presque aucune possibilité pour poursuivre les hommes cachés derrière [l'organisation de la prostitution]. L'application de la loi nous a petit à petit vidé notre boîte à outil. Et le moindre espace qu'on laisse libre est occupé par les proxénètes. Nous avons dit dès le début: si cette loi arrive, alors il n'y aura qu'un groupe qui en profitera, et ce seront les proxénètes ».

Les Pays-Bas s'intéressent au modèle suédois de pénalisation : Aux Pays-Bas, l'aveu de l'échec est cuisant (2) : La situation des personnes prostituées s'est détériorée ; 50 à 90 % des personnes prostituées dans le «secteur légal» sont forcées de le faire ; Le crime organisé garde la mainmise sur le «secteur légal» ; La dépénalisation n'a pas empêché le développement de la prostitution clandestine. Ainsi, devant une situation devenue incontrôlable, l'Etat essaie de faire machine arrière en portant l'âge légal de la prostitution de 18 à 21 ans. Le problème, c'est que la dépénalisation du proxénétisme rapporte beaucoup d'argent à certaines municipalités. Selon le maire d'Amsterdam, rencontré par l'ex-députée Daniëlle Bousquet (auteure du rapport du 13 avril 2011 sur la prostitution qui a mené à la réaffirmation de la position abolitionniste de la France), 5 % des revenus de la ville sont liés à la prostitution, et en temps de crise, il est difficile d'y renoncer. Et pourtant, il a été nécessaire de fermer tout une partie du «quartier rouge» de la ville pour essayer d'avoir des moyens de lutter contre les trafiquants d'êtres humains. En conséquence, des parlementaires se sont rendues récemment en Suède pour étudier la pénalisation du client. Et si la majorité des député-es ne sont pas encore acquis-es à cette cause, cette simple démarche montre l'ampleur de l'échec.

En Suisse, une récente étude de la ville de Zürich remet les pendules à l'heure, expliquant que la prostitution de rue augmente et que les conditions sont tellement terribles que la ville envisage de

créer une zone de prostitution en périphérie. Des camps de prostitution pour femmes immigrées (les femmes venues des pays de l'Est en constituent la majorité), voilà à quoi cela ressemble. Qui ira voir quelles violences elles y subissent, à l'intérieur du camp?

Au Nevada et en Nouvelle-Zélande, des situations extrêmes : Parlons maintenant de deux exemples extrêmes : le Nevada, où la prostitution est légale depuis 1881. Une étude de Melissa Farley (3) réalisée sur deux ans montre que la situation y est catastrophique : le taux de viols dans cet état y est deux fois plus élevé que dans le reste du pays. Les bordels sont relégués dans des zones désertiques et le seul horizon des personnes prostituées est le client ou le proxénète. Le Nevada est un épice de la traite des femmes. 90 % de la prostitution y reste illégale. Et c'est l'Etat des Etats-Unis où la taux de mortalité des femmes est le plus fort.

Enfin, la Nouvelle-Zélande, pays que sont obligés d'aller chercher les défenseurs du système prostitueur pour tenter de justifier leur position. Un rapport du parlement (4) est effectivement moins sévère que les études sur la situation en Europe ou en Australie. Ainsi, il dit que le bilan est difficile à évaluer, mais le considère comme «plutôt favorable». Que la prostitution n'a pas vraiment augmenté depuis la réglementation, mais qu'il reste des questions importantes, comme celle des «conditions de travail». Or, de quoi s'agit-il ? Les conditions de travail y sont définies par le risque de subir des violences et d'être contaminé-e par le VIH. On fait passer des tests de dépistage, mais seulement aux personnes prostituées, pas aux prostitueurs. Autre enjeu mis en avant dans le rapport comme question posant problème, celui des lieux de la prostitution (lieux fermés et isolés). Autrement dit, ce qu'on appelle ici conditions de travail, ce n'est ni plus ni moins que le risque de subir des violences et d'être privé-e de ses droits fondamentaux. Enfin, la prostitution n'a pas non plus diminué, en particulier celle qui concerne les mineurs, pour lesquels elle est pourtant interdite.

Les mentalités ont changé en Suède : A contrario, disons un mot de la Suède, où Najat Vallaud-Belkacem, la ministre des droits des femmes s'est rendue en 2012 pour étudier la politique abolitionniste qui inclut une pénalisation du client-prostitueur. En 12 ans de loi abolitionniste, la prostitution de rue a fortement diminué. Mais surtout, les mentalités ont changé. Pour plus de 70 % des Suédois-es (et ce chiffre est toujours plus élevé chez les plus jeunes), acheter un acte sexuel, donc exploiter une personne humaine, ce n'est pas possible. Les conclusions d'une étude du gouvernement suédois sont sans appel : La prostitution de rue a diminué de moitié en 10 ans, alors qu'elle a triplé sur la même période au Danemark et en Norvège. La prostitution a augmenté sur Internet, mais dans une bien moindre mesure que dans les pays voisins (5) La part de prostituées étrangères en Suède n'a pas connu l'explosion enregistrée dans les pays voisins.

Etre abolitionniste, c'est donc non seulement vouloir les droits humains pour toutes et tous, y compris les personnes prostituées, les enfants, les immigré-es, les femmes, toujours plus exposé-es aux violences dans un système de domination masculine et face à un marché très lucratif, mais aussi la seule solution, alors que les pays réglementaristes en sont au dépôt de bilan.

(1) Traduction d'un article féministe allemand du journal Emma. *Revenir à l'article.*

(2) Etudes émanant du Centre de documentation et de recherche scientifique du Ministère de la Justice (WODC) et des Services de Police Nationale. *Revenir à l'article.*

(3) Prostitution and Trafficking in Nevada: Making the Connections, Melissa Farley, 2007. *Revenir à l'article.*

(4) Rapport parlementaire, juillet 2012. *Revenir à l'article.*

(5) Agence nationale suédoise des affaires sociales. *Revenir à l'article.*

9 - A condition de marier les Femen aux féministes radicales - Christine Le Doare + le débat sur Facebook

Hier soir, j'étais bien installée devant le documentaire « Nos seins, nos armes » de Nadia El Fani et

Caroline Fourest, espérant enfin mieux comprendre les FEMEN et leurs motivations. Ces femmes sont impressionnantes et sur bien des points on ne peut que soutenir leur engagement, pourtant, j'ai toujours ressenti un certain malaise sans savoir vraiment pourquoi, alors merci aux réalisatrices, j'ai ma réponse.

Sous l'impulsion de quatre jeunes fondatrices, le groupe s'est créé en Ukraine, « pays corrompu où le poids de l'argent facile et de l'église est énorme ». Leur mouvement est d'inspiration marxiste « La nouvelle éthique » et leur éducation politique féministe provient de la lecture d'un livre marxiste écrit par un socialiste allemand du XIXe siècle, August Bebel. Leur objectif est de mener un combat contre les dictatures, les industries du sexe et l'église. Elles disent que L'église et l'état s'entendent toujours sur le dos des femmes. C'est peu à peu, mais assez rapidement, qu'elles ont adopté le moyen d'action de se déshabiller et de « faire entendre leurs voix par l'intermédiaire de leurs corps ». Les hommes sont d'abord intrigués, attirés, puis comprennent par les slogans qu'« ils ne peuvent pas contrôler leur nudité ». En effet, leur seule arme c'est leurs seins, car elles utilisent leur corps comme un manifeste et affirment que ce message est universel. Leur ambition est de libérer les femmes partout dans le monde et pour cela, elles doivent créer une armée « de nouvelles femmes qui deviendront des combattantes d'une guerre pacifique ». Ces femmes devront à la fois être agressives mais pacifistes, féministes mais seins nus.

Alors bien sûr c'est inattendu, c'est rafraichissant ; moi aussi je lutte contre les industries du sexe et les effets pervers des religions, et moi aussi j'en ai marre que le corps des femmes soit encore et toujours un enjeu, donc elles m'intéressent. Seulement voilà, si nous sommes d'accord sur les luttes à mener, peut-être le sommes-nous moins sur les méthodes à employer ? Que penser de ces injonctions quasi militaires, de la mise en danger de jeunes recrues, de cette fanfaronnade du « seul nouveau féminisme digne d'intérêt » ? Bref, ce type d'action est-il convaincant et surtout, peut-il se suffire à lui-même ?

A l'évidence, dans les pays de l'Est et en particulier en Ukraine, pour ébranler les autorités et attirer leur attention sur la censure de l'église et le développement des mafias des industries du sexe, des actions provocatrices sont adaptées au contexte local. Les médias assureront la sécurité. Toutefois, sans le relais d'autres groupes citoyens, féministes, politiques qui font le travail de fond, de terrain comme idéologique, de telles actions, quand elles ne choquent pas, peuvent secouer un temps les consciences mais il y a fort à parier qu'elles ne feront pas seules, évoluer durablement les mentalités. Les happenings sont basés sur le visuel ; ça fonctionne un temps, celui de la surprise et de la nouveauté. C'est un peu comme les actions de la Barbe, nécessaires pour secouer les consciences, mais au bout d'un certain nombre d'actions identiques, l'effet de surprise tombe et s'il n'y a pas un relais avec une réflexion politique et stratégique plus élaborée, avec d'autres groupes, associations, chercheurs et politiques et bien, la nouveauté passe de mode. Heureusement, en France, ces autres forces existent, mais ailleurs aussi, et des centaines d'associations réalisent ce travail jour après jour, pour lentement mais sûrement, gagner des droits et faire avancer les mentalités : la Fédération Nationale Solidarité Femmes, le Lobby Européen des Femmes, le Collectif féministe contre le viol, Osez le féminisme, Les Effrontées, la fédération contre les violences faites aux femmes, Femmes solidaires, la CADAC, la Marche Mondiale des femmes, La coordination Lesbiennes en France, etc.

Les FEMEN ne s'intéressent pas à l'égalité entre les sexes, ne luttent pas contre le sexisme « ordinaire » car selon elle, qu'il s'agisse des différences de salaire ou de la répartition des tâches domestiques : « Ce sont des questions secondaires ». Mais il faudrait peut-être leur expliquer que tout est lié et complémentaire et dépend de la situation de chaque pays. Il y a toujours une limite à l'exportation d'un modèle de lutte, mais surtout, qui nous fera croire que dans les pays de l'Est, il n'y a pas de femmes qui luttent autrement ni d'autres associations féministes ? Le problème des FEMEN ce n'est pas leur action, mais de vouloir nous faire croire, qu'elles seules agissent et que

leur mode d'action est le plus performant et légitime.

Comprennent-elles seulement les limites d'une telle action ? Beaucoup d'hommes ne vont pas piger le sens de leurs interventions, seulement attirés par leur nudité, satisfait de quelques images de plus de nudité féminine. Sans développer le concept, sans éducation et explications pour déconstruire les stéréotypes, les mentalités n'évolueront pas. Les actions provocatrices des FEMEN ne sont pas nouvelles, elles aussi seront bientôt confrontées au problème insoluble de l'activisme : rester dans la surprise de la nouveauté tout en créant des images coups de poing qui interpellent, une nouveauté chasse l'autre et les médias sont versatiles. Privilégier la communication au détriment du fond n'a pas que des avantages. L'exemple d'Act-Up ou d'autres groupes est à ce point édifiant.

En regardant le documentaire, en particulier leur action face aux fascistes de Civitas, j'ai aussi compris que cette détermination à aller à la rencontre d'agresseurs relève plus d'un romantisme juvénile que de l'action politique. Tout le monde connaît la brutalité de Civitas, nul besoin, d'aller les chatouiller sous le nez ; cette autosatisfaction à avoir affronté « le diable » a tout de même quelque chose d'inquiétant. Les jeunes femmes françaises « embrigadées » sont ainsi confrontées à une violence inouïe, jusqu'alors inconnue. Quelles sont les conséquences de cette mise en danger, qui va les assumer ? Lors de la manifestation Mariagepourtous, à Denfert-Rochereau, j'étais juste devant elles un moment. Elles criaient « Yes for gays ». Très bien, mais il aura tout de même fallu expliquer longuement qu'il n'était pas interdit d'ajouter « et lesbiennes » ; comme ça sonnait moins bien à leurs oreilles, elles ont abandonné ! Le sens des raccourcis.

Ce que je comprends des FEMEN, c'est qu'elles veulent exporter et exploiter la rage des fondatrices Ukrainiennes, confrontées à une quasi dictature et à de sordides industries du sexe. Elles ont un slogan, un visuel, des seins, elles en ont fait une marque, elles la vendent. Qu'elles puissent contribuer à la libération des femmes, tant mieux ; qu'elles en soient le fer de lance ? Je ne le pense pas et il faudrait demander aux femmes Ukrainiennes ce qu'elles en pensent. Selon moi, leur plus grande faiblesse c'est le manque de consistance et densité politique du projet comme du discours, le tout est pour le moins très basique. Ce n'est pas forcément un problème, mais tout de même, avoir comme référence féministe August Bebel, quand existe une multitude d'auteur-e-s telles que Beauvoir, Mackinnon, Jeffrey, Delphy, Dworkin, etc. ça laisse tout de même songeur-se.

Ce qui me met le plus mal à l'aise c'est cette volonté universaliste. Moi aussi je suis universaliste et le relativisme culturel m'est insupportable. Pourtant, je vois mal, exemple parmi d'autres, les FEMEN agir dans les pays arabes. Quand elles avaient été enlevées en Biélorussie, elles n'avaient fort heureusement pas été violées ni tuées, grâce à leur popularité, mais reconduites en Ukraine. Place Tahrir, même sans exposer leurs seins, elles seraient violées ou étranglées en quelques minutes. Se dénuder à Paris c'est une chose, dans les pays arabes, ça ne se passerait pas de la même façon. Ont-elles l'intention d'y sacrifier des bataillons de jeunes femmes ? Croient-elles vraiment qu'elles seules et leurs seins nus vont libérer les femmes du monde arabe ? Les femmes arabes, les attendent-elles seulement et de cette façon ? Allons, soyons sérieux !

De nos jours, toute gamine bloggeuse peut se mettre en danger en quelques secondes et condamner sa vie à l'exil. La jeune égyptienne, réfugiée en Suède et qui porte une pancarte « Sharia is not constitution » devant l'ambassade d'Egypte à Stockholm, a tellement raison, mais était-elle obligée de se mettre à nue pour ça ? Quand on la regarde et l'écoute, on sent le poids immense qui pèse sur cette adolescente fragile, manifestement dépassée par les événements. D'autres femmes se battent et résistent en Egypte, la presse en parle moins, elle n'a pas de photo de nu à vendre, mais quel combat sera le plus utile aux femmes égyptiennes ?

Alors, au final, je reste admirative de certaines actions des FEMEN, telle qu'en 2012 la coupe de l'Europe en Ukraine, le déplacement de 100 000 prostituées ; tout au long du championnat elles vont « dénoncer l'argent facile promis par l'industrie du sexe, les femmes objets tout juste bonnes à se marier ou se prostituer », (cette phase politique, c'est Caroline Fourest qui commente dans son

commentaire, pas les FEMEN qui la prononcent). Mais j'aime moins ce que je vois à Paris, le manque de fond, d'analyse et de culture féministe, le mépris affiché envers les mouvements féministes français et étrangers aussi, ce côté on va vous expliquer ce qu'il faut faire et comment, nous qui avons l'attention des photographes, et puis l'embrigadement quasi militaire de jeunes recrues. Si le féminisme c'est faire des pompes et avoir des seins présentables, je me demande avec inquiétude si demain, les brindilles un peu plates, les féministes qui ont pris un peu d'âge, celles qui se déplacent en fauteuil roulant, etc. vont pouvoir le rester ou si elles sont désormais bonnes à recycler ?!

Le problème des FEMEN ce n'est pas tant leur mode d'action, leurs seins nus, même si leur mise en danger a bien quelque chose de pathétique, car ce sont des activistes comme il en a d'autres, elles ont choisi leur mode d'action ; non, leur problème, c'est l'arrogance qu'elles mettent à vouloir nous faire croire qu'elles sont à l'avant-garde du féminisme et même les seules féministes intéressantes. Pourtant, elles ne sont qu'une composante un peu simpliste, visuelle et provocante, d'un mouvement bien vivant, qui fort heureusement à bien d'autres cordes à son arc !

Sur Facebook : <http://christineld75.wordpress.com/2013/03/06/a-condition-de-marier-les-femen-aux-feministes-radicales/>

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

10 - 8 mars 2013-8 mars 2014 : un an pour la parité ! - « Elles aussi »

Depuis sa création, le réseau pluraliste *Elles aussi* organise régulièrement des actions au niveau municipal, premier terrain d'engagement. Les groupes locaux se sont ainsi mobilisés à chaque élection municipale, en 1995, 2001, 2008, ils le feront en 2014.

Un contexte favorable à la parité dans les collectivités territoriales : Le projet de loi actuellement en débat au Parlement propose un changement profond dans les modes de scrutin qui entraînera de facto un progrès de la parité : • Scrutin binominal à deux tours pour l'élection des conseillers départementaux, garantissant une parité de résultat : deux conseillers, un homme et une femme pour des territoires élargis. Actuellement il y a moins de 14 % de femmes dans les conseils généraux ; • Scrutin de liste paritaire pour l'élection des conseillers municipaux dans les communes de plus de 500 habitants, soit 32 000 femmes en plus dans les communes de 500 à 3500 habitants. Jusqu'ici cette règle ne s'applique qu'aux communes de plus de 3500 habitants (moins d'une commune sur dix), si bien qu'en moyenne la proportion de femmes de 49 % dans ces communes chute à 32% dans les autres ; • Fléchage obligatoirement paritaire des conseillers intercommunaux sur les listes municipales. Aujourd'hui, sur le plan national, on trouve seulement 20 à 30 % de femmes conseillères dans les intercommunalités, encore moins dans les vice-présidences, et seulement 7 % de présidentes !

Avec ce nouveau contexte et dans la perspective des prochaines élections municipales et intercommunales, l'ensemble du réseau *Elles aussi* se mobilise, pour une action nationale déclinée dans les départements : 2014, en avant les femmes ! élue locale, une responsabilité, une richesse : Des forums et des débats ouverts à toutes et tous mais particulièrement aux femmes dans les communes de moins de 3500 habitants, construits à partir de témoignages d'élues, pour :

• Inciter et encourager les femmes à s'engager dans la vie municipale et l'intercommunalité, à prendre des responsabilités, à être têtes de liste : • Donner envie et confiance aux femmes, elles ont pleine légitimité à être candidates ; • Faire connaître la richesse du mandat local et les possibilités de le valoriser quand on le quitte ; *Elles aussi* mène actuellement une action pour un droit à un bilan des acquis de l'élue-e local ; • Créer un réseau pluraliste entre les candidates avec des référentes, élues ou anciennes élues.

Finissons-en avec les vieux stéréotypes inégalitaires ! Une démocratie locale paritaire est possible.

COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS

11 - Invitation « Solidarité avec les luttes des femmes tunisiennes » - Paris - 16 mars

A Tunis, du 26 au 31 mars 2013 se déroulera le 11^{ème} Forum Social Mondial. Initié en 2001 à Porto Alegre, le FSM se veut un espace de rencontre, d'échange d'expériences et de propositions d'actions de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme, à la domination du monde par le capital et à toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société plus juste et solidaire.

Des associations féministes se sont regroupées, dans la Dynamique Femmes Paris-FSM Tunis 2013, pour y faire entendre leurs voix, leurs analyses et leurs propositions, et vous invitent à débattre autour de trois grandes questions : A quoi ont servi et peuvent servir les Forums Sociaux mondiaux ? Pourquoi à Tunis ? : Les révolutions arabes ont démarré au centre de la Tunisie. Le gouvernement actuel à dominante islamiste n'a rien résolu, ainsi la situation économique et sociale n'a pas évolué, et la révolte populaire ne désarme pas. Elles sont un enjeu démocratique pour le Maghreb, le monde arabe; leurs répercussions ont des conséquences au niveau international ; Où en sont les luttes des femmes tunisiennes ? : Leurs acquis ont longtemps été enviés au Maghreb et plus largement dans le monde arabe. Aujourd'hui de nombreuses menaces pèsent sur leur sort (modification possible de la constitution : code du statut personnel en danger, avortement attaqué, droit à l'emploi). Pour elles et pour nous, la révolution ne doit pas entraîner une régression de leurs droits, mais au contraire consolider les anciens et leur en octroyer de nouveaux.

Un débat ; Des chants arabes et kabyles de femmes ; Un goûter avec le groupe TIGHRI UZAR : Le travail de ce groupe s'inscrit essentiellement dans une démarche de sauvegarde du patrimoine kabyle ancien et de transmission orale. Leurs chants expriment divers thèmes, l'amour, la joie et surtout la condition des femmes dans une société marquée par un système patriarcal qui bannit depuis des lustres toute expression féminine qu'elle quelle soit.

Samedi 16 mars 2013 de 14h à 18h ; Maison des associations du 12^{ème} arrondissement, 181, av. Daumesnil 75012 Paris, Métro Daumesnil.

Soutenu par : *Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), CNDF, Commission Genre d'Attac, Commission Femmes du FALDI, ENDA-Europe, Femmes Migrantes Debout ! Féministes pour une autre Europe, Association Femmes Plurielles, Commission Femmes de la FASTI, Marche Mondiale des Femmes-France, Osez Le Féminisme ! Réseau Féministe « Ruptures », UniEs Vers Elles.*

12 - Séminaire « Le pouvoir a-t-il un sexe ? » - IFE - Paris 21 mars

Vous êtes convié-es à la présentation des Actes du Séminaire « Le pouvoir a-t-il un sexe », avec Michel Maso, directeur de la fondation Gabriel Péri ; Josette Rome Chastanet, co-fondatrice de l'Initiative pour une autre Europe ; Nicole-Édith Thévenin, maître de conférences en sciences politiques, psychanalyste ; Martine Bourelly, salariée et syndicaliste à Pôle emploi ; Paule Gécils, auteure des illustrations de la publication. Et les auteures et auteurs des Actes

Jeudi 21 mars 2013, 18h30, Fondation Gabriel Péri, 11 rue Étienne Marcel, Pantin, métro Hoche ligne 5. Entrée libre. Le nombre de place étant limité, merci de vous inscrire par mail à l'adresse inscription@gabrielperi.fr.

13 - Loi cadre contre les violences 2013 : quelles nouveautés ? - CNDF - Paris 23 mars

Le Collectif National pour les Droits des Femmes a publié en novembre 2006 une proposition de loi cadre contre les violences faites aux femmes. Déposée à l'Assemblée Nationale et au Sénat, une mobilisation importante a été nécessaire pour que le Président de l'Assemblée Nationale, Bernard Accoyer, mette en place une mission d'évaluation présidée par Danièle Bousquet et dont le rapporteur était Guy Geoffroy. Cette mission a élaboré une proposition de loi qui, à la suite d'un long travail parlementaire, a débouché sur la loi du 9 juillet 2010.

Bien qu'elle présente des avancées, cette loi est loin de refléter la richesse des propositions de la loi-cadre. Près de trois années plus tard, force est de constater que la législation française en la matière est toujours lacunaire et peine à opérer une réelle évolution dans la prise en charge des victimes, leur protection et la réparation de leurs préjudices. Une loi-cadre, comportant une prise en compte globale et permettant un véritable changement de perspectives est encore aujourd'hui plus que jamais d'actualité.

Les textes ont changé, notre loi-cadre aussi. Le 23 mars prochain, nous débattons avec les professionnel-les de l'ensemble des secteurs concernés : Justice, Éducation, Travail, etc... des difficultés rencontrées par les femmes victimes de violences et de ce que notre proposition de loi peut apporter afin d'opérer un réel changement. Les associations féministes de lutte contre les violences témoigneront de leur expérience et les politiques exprimeront leur point de vue.

Le débat doit être inscrit à l'ordre du jour des deux Chambres et le Gouvernement doit s'engager à mettre fin aux violences faites aux femmes !

Samedi 23 mars, de 9 h à 17h, Palais du Luxembourg, salle Clemenceau, entrée par le 15^{ter}, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Inscriptions obligatoires sur "inscriptioncolloque23marsCNDFF@gmail.com". Attention, le nombre de places est limité.

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...

14 - Cinema : Festival international des films de femmes de Créteil - 22 au 31 mars

Le Festival international des films de femmes de Créteil se déroulera du 22 au 31 mars. Pour cette 35^{ème} édition, le Festival a voulu renforcer sa plateforme internationale de rencontres, d'échanges, de solidarité professionnelle, d'écoute et de valorisation à travers un programme à la fois festif et engagé. Il s'agit de faire un pas de côté, de jeter un œil hors du cadre et c'est à cela que le Festival invite le plus large public et les professionnel-les. « Rafrâchir nos regards et nos conceptions, nos imaginaires et nos perceptions, ensemble voir autrement ».

Retrouver le programme sur le site du Festival : <http://www.filmsdefemmes.com/>

15 - Livre « Féminisme : la révolution inachevée ! » - Fatima-Ezzahra Benomar

« Le féminisme sonne souvent comme un gros mot, un mot qui attire à celle ou celui qui le prononce autant de sobriquets que de franche critique » indique le résumé. « La rengaine de nos opposants ne cesse de revoir notre combat, nos analyses ou nos revendications à la baisse, pointant du doigt une sempiternelle ligne jaune derrière laquelle nous ne sommes que des extrémistes qui quittons le sens des réalités. Et pourtant, que nous dit-elle, cette réalité ? Aujourd'hui en France, il existe 27 % de différences entre les salaires des femmes et des hommes. 80 % des travailleurs pauvres sont des femmes. L'écart de leurs retraites est de 38 %. Une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son compagnon. Une femme est violée toutes les sept minutes. Alors, est-ce le féminisme ou le machisme qui est aujourd'hui extrémiste et dominant ? ».

Préfacé par Marie-George BUFFET ; Editée chez Bruno Leprine éditions

16 - Livre « Dis Papa, c'était quoi le patriarcat ? » - Anne Larue - Editions iXe

Anne Larue présente le livre qu'elle publie aux Editions iXe: <di Papa, c'est quoi le patriarcat ? - Avec Geneviève Pruvost, qui signe l'avant-propos. : Rien n'est éternel - pas même les dieux, les grands mythes ou la gloire. Pas même la "civilisation patriarcale", trop longtemps confondue avec l'ordre du monde. Voilà près de quatre mille ans que les « grands textes fondateurs », les épopées et le tout-venant des chefs-d'œuvre célèbrent la figure du héros en remettant sur le métier le vieux scénario à la gloire d'Un Seul - de sa lignée, de sa vaillance et de sa force. Mais le souffle épique se fait court et cela s'entend dans la langue, qui désormais s'insurge contre la fausse neutralité d'un masculin arrogant. La patriararchie a beau contre-attaquer, plus elle résiste, plus son manteau craque

aux coutures. Comme le tee-shirt de Spiderman ! jubile Geneviève Pruvost dans son avant-propos. "Revue queer de la littérature", cet essai d'Anne Larue ouvre, dans la langue et dans le réel des lignes de fuite, des tangentes à prendre au plus vite et gaiement pour sortir du vieux système des dominations. Qu'il s'effondre sur lui-même et devienne Atlantide!

Rencontre le mercredi 27 mars à 19 heures à la Librairie Violette and Co

17 - Livre « Le test de féminité dans les compétitions sportives, une histoire classée X ? » Anaïx Bohuon, » - Editions iXe

Cet ouvrage dont la presse a largement rendu compte pointe une évidence qui embarrasse les autorités sportives : les caractéristiques sexuées s'expriment selon des modalités diverses et la partition des individus en deux catégories de sexe seulement est une fiction idéologique.

Outil de vérification du sexe (anatomique, chromosomique, hormonal) des sportives, le test de féminité est un instrument de contrôle et d'exclusion. Instauré dans la 2e moitié du 20e siècle, il qualifie les « vraies femmes » au détriment des autres : celles dont les performances et les qualités physiques s'éloignent de l'idéal normatif de la féminité. Le travail d'Anaïx Bohuon montre que cette vision de la féminité a partie liée avec une histoire politique : celle de l'opposition entre l'Est et l'Ouest, du temps de la Guerre froide, et celle, plus récente, qui organise le partage inéquitable entre pays du Nord et du Sud.

Rencontre le samedi 30 mars à 16 heures la Maison des Femmes de Montreuil

18 - Livre « Féminisme et antimilitarisme » - Andrée Michel - Editions iXe

Andrée Michel est l'une des rares, en France, à travailler sur l'articulation du pouvoir d'État avec le puissant lobby de l'armement. Elle analyse la "culture de guerre" qui en découle en y introduisant les dimensions de la classe et du sexe, ce qui l'amène à qualifier l'industrie de l'armement de "formation sociale aggravée du patriarcat". Un modèle qui a pour conséquences inéluctables une extension des conflits armés et une aggravation des pauvretés qui frappent les hommes comme les femmes mais stigmatisent durablement les secondes. Les viols de guerre et la prostitution au service des armées ne sont que les exemples les plus connus, les plus frappants, des violences exercées à leur encontre. Composé en deux parties - "la guerre contre les femmes" et "résistances féministes" - ce recueil rassemble, à côté d'articles de fond publiés dès les années 1980, les textes inédits d'interventions dans des colloques internationaux, notamment en Colombie, à l'invitation d'organisations féministes.

Rencontre le samedi 6 avril à 16 h 30 à la Librairie Violette and Co

19 - Contes à Rebours, pièce de et par Typhaine Duch - 23 mars - Paris

Extrait : « Elle était une fois un groupe de parole à la Maison des Fées. Si leurs histoires finissent dans les livres par une phrase expéditive et mensongère, les femmes des contes de fées, elles, ont bien dû continuer à vivre la vérité. Pas la leur, à eux, les hommes, qui énoncent leur volonté en réalité, par le pouvoir de nommer. Pas la leur, à eux, qui dictent leur vérité, ainsi officielle, par la propagande martelée. Non, je parle de la vérité qui résiste à leurs fables et se vit, décousue, au fil des vies des femmes. L'Histoire. Celle tue. Celle des tuées. »

Avec la participation de la plasticienne Michèle Larrouy et de la cinéaste Frédérique Pollet-Rouyer : Samedi 23 mars à 14h, à la MJC Mercoeur, 4 rue Mercoeur, Paris 11ème, métro Voltaire ou Philippe Auguste ; Représentation gratuite pour un public non-mixte suivie d'une rencontre-débat en présence de Typhaine Duch et d'autres artistes et théoriciennes féministes, pour libérer l'écoute et la parole des femmes. Cette représentation fait parti du Parcours Filles-Femmes organisé par le

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;

Tel : 0144621204 ou 0680639525, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France.fr>